

CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

RAPPORT ANNUEL
2015 &
PERSPECTIVES
2016



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

LE CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

(CAE) est l'organisation représentative de la profession d'architecte au niveau européen. Fondé à Trévise (Italie) en mai 1990, le CAE a célébré son 25^{ème} anniversaire en 2015.

LA MISSION DU CAE CONSISTE À :

- influencer, par la représentation de ses intérêts, la législation et les politiques européennes ayant un impact sur ses priorités stratégiques ;
- être une source d'information influente et de valeur, faisant autorité pour la profession d'architecte en Europe ;
- s'exprimer d'une seule voix au nom de la profession d'architecte auprès des institutions européennes ;
- être un représentant bien connecté pour les architectes et les bureaux d'architecture européens ;
- créer un environnement pratique et réglementaire favorable aux architectes et bureaux d'architecture ;
- démontrer le rôle des architectes dans la création d'une Europe véritablement concurrentielle, enrichissante et durable.

A CETTE FIN, LE CAE APPLIQUE SES VALEURS FONDAMENTALES :

- crédibilité, pertinence, fiabilité
- informé, influent, au bon moment
- innovant, stratégique, visionnaire

LE CAE ASPIRE à être une source de changement et à promouvoir l'architecture comme une stratégie pour l'innovation, conduisant à plus de compétitivité et de rentabilité.

LES MEMBRES DU CAE sont des organisations représentant au niveau national les organes régulateurs et professionnels des architectes dans les Etats membres de l'UE, les pays candidats et d'autres pays européens jouissant d'un statut particulier au sein de l'UE. Par leur intermédiaire, le CAE représente les intérêts de plus d'un demi-million d'architectes.

REMERCIEMENTS

Le CAE remercie tous ceux qui ont contribué à son travail au cours de l'année écoulée et l'ont aidé à progresser vers la réalisation de ses objectifs. En particulier :

Les **membres du Bureau exécutif 2015** : Luciano Lazzari (Président), Dubravko Bacic, Lionel Dunet, Nicholas Galabov, Wolfgang Haack, Lars Jarle Nore, Paula Huotelin, Eugen Panescu, Georg Pendl, Pierre-Henri Schmutz et Sara Van Rompaey.

Les **Présidents des Groupes de travail du CAE** : Margaret Hynds o'Flanagan, Michel Procès, John Graby, Thomas Maibaum, Ruth Schagemann, Ian Pritchard, Judit Kimpian et Antonio Borghi.

Design ©Tobenotobe by Filigrane Benoît Toussaint



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

Photo de couverture :
LONDON AQUATICS VENTRE
Londres, Royaume-Uni

Architecte :
Zaha Hadid Architects

Photo: Hufton Crow.

CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

RAPPORT ANNUEL
2015 &
PERSPECTIVES
2016

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DU PRÉSIDENT	4	ALLIANCES STRATÉGIQUES ET RÉSEAUX	18
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	5	RAPPORT DE LA TRÉSORIÈRE ET RÉSULTATS FINANCIERS POUR 2015	19
POINTS CLÉS	6	PRIORITÉS, CONTEXTE POLITIQUE ET OBJECTIFS POUR LES DOMAINES DE TRAVAIL EN 2016	20
POLITIQUE ET STRATÉGIE	9	GOVERNANCE DU CAE	23
ACCÈS À LA PROFESSION	12	ORGANISATIONS MEMBRES	24
EXERCICE DE LA PROFESSION	13		
ARCHITECTURE RESPONSABLE	14		
PROJETS FINANCÉS PAR L'UE	16		
COMMUNICATIONS	17		



RAPPORT DU PRÉSIDENT

Luciano Lazzari

EN 2015 NOUS AVONS DÉCIDÉ DE :

- créer un groupe Futur & Stratégie – pour nous aider à développer une vision politique à long terme ainsi que des priorités à court terme ;
- aider les architectes européens à être plus compétitifs au niveau mondial, en travaillant avec la DG TRADE / DG GROW ;
- continuer à nous concentrer sur l'évolution de la réglementation (re-réglementation plutôt que dé-réglementation) ;
- travailler mieux – et d'être plus représentatif ;
- rationaliser les groupes de travail pour s'assurer que les objectifs se renforcent mutuellement, en développant plus d'activité autour des trois domaines principaux – l'Accès à la Profession, l'Exercice de l'Architecture, et l'Architecture Responsable – pour atteindre une masse critique plus élevée et une meilleure coordination.

NOUS AVONS ÉGALEMENT POURSUIVI LE TRAVAIL SUR LE MANIFESTE DU CAE, NOTAMMENT AFIN DE :

- promouvoir une Architecture Responsable – pour un futur durable ;
- soutenir des normes éducatives et professionnelles de haut niveau – pour sauvegarder l'intérêt public et assurer une compétitivité mondiale ;
- optimiser la mobilité professionnelle – pour stimuler les emplois et la croissance au sein de l'UE.

DANS LE PROLONGEMENT DU MANIFESTE, NOUS AVONS DÉVELOPPÉ UN ENSEMBLE DE DOCUMENTS POLITIQUES POUR :

- promouvoir le rôle joué par les architectes pour aider l'UE à atteindre ses objectifs de réduction de la consommation énergétique des bâtiments ;
- démontrer l'importance du rôle de l'architecte dans la rénovation des bâtiments existants et promouvoir une meilleure connaissance des questions énergétiques, des incitations à la rénovation et la réduction de la précarité énergétique ;
- plaider pour les concours d'architecture dans les marchés publics et des critères d'attribution fondés sur la qualité ;
- reconnaître l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie et le rôle de la profession en matière de Formation professionnelle continue ;
- faire campagne pour une loi sur l'architecture qui reconnaisse la valeur sociale, économique et publique de l'architecture et de la profession et assurer une réglementation appropriée qui garantisse la protection du consommateur ;
- reconnaître l'importance d'investir dans l'éducation ; sensibiliser les jeunes au cadre de vie bâti en introduisant l'architecture dans les programmes d'études secondaires pour permettre aux futurs citoyens et clients d'être mieux informés ;
- aligner les niveaux de formation au sein de l'UE avec les normes internationales (5+2) et reconnaître l'importance des stages (expérience professionnelle) ;
- utiliser les éléments positifs des directives européennes pour faciliter les prestations de services et l'établissement transfrontaliers, tout en résistant aux tendances de déréglementation excessives ;
- soutenir la négociation d'Accords de Reconnaissance Mutuelle avec les pays clés pour ouvrir de nouveaux marchés aux architectes.



RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ian Pritchard

DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION

Futur & Stratégie : Nous avons amorcé un processus destiné à développer la vision et la mission à long terme du CAE. A la fin de l'année, ce processus était suffisamment avancé pour servir de base au Projet d'Activités pour 2016.

SÉMINAIRE D'INFORMATION SUR L'EXPORTATION

Le CAE a organisé une session d'information pour les PME désireuses d'internationaliser leurs services. Les DG GROW et TRADE ont fourni quatre orateurs et ont distribué une publication décrivant leurs services d'aide à l'internationalisation des PME.

REPRÉSENTATION D'INTÉRÊTS

Suite à la fusion de la DG MARKT et de la DG ENTR (pour former la DG GROW), nous avons poursuivi notre travail avec la nouvelle unité de Jürgen Tiedje (Services) sur les questions d'assurance ; celle de Martin Frohn (Directive Qualifications Professionnelles, Examen sur la Transparence), celle d'Anna Rodriguez Perez (Directive Marchés Publics et Directive Recours) ; celle d'Antonio Paparella (ex-Unité de la DG ENTR en charge de la Stratégie Construction 2020, de l'entrepreneuriat, des PME, de l'exportation et d'autres (sur les services aux entreprises, les bilans de qualité (groupe miroir «Fitness Checks»)).

Marché intérieur – La fin de la phase de deux ans pour la mise en œuvre des Directives adoptées en 2014 approchait. Le CAE a travaillé en étroite collaboration avec les Organisations membres pour comprendre et influencer, si possible, la transposition de la législation européenne en droit national. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne les Marchés publics où la Directive offre aux Etats membres une série d'options dont certaines ne sont pas adaptées aux services d'architecture. Il a également été important de réagir à l'impact de la déréglementation sur l'accès aux professions (cf. Directive Qualifications) et à l'évaluation de la Directive Services.

En novembre, nous avons rencontré la Commissaire E. Bienkowska (Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME) pour lui faire part de nos commentaires sur la Stratégie pour le Marché Unique récemment publiée (cf. page 10).

Commerce des Services – La DG TRADE a organisé une réunion et une vidéo conférence avec le Représentant des Etats-Unis pour le Commerce (*United States Trade Representative - USTR*) et le *National Council of Architectural Registration Boards* (NCARB) afin d'envisager un Accord de Reconnaissance Mutuelle (ARM) dans le cadre du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP). Le CAE a également eu des discussions concernant la reconnaissance mutuelle avec KIRA (Corée du Sud) en vue d'un accord d'ici à 2017, et avec CALA (Canada) avec lequel les négociations sont sur le point d'aboutir.

Stratégie Construction 2020 – Au mois de mars, le Forum de Haut Niveau a publié la Stratégie ainsi que des recommandations basées sur le travail des cinq sous-groupes thématiques : Investissement ; Compétences ; Durabilité ; Réglementation ; Compétitivité mondiale.

Consultations – Le CAE a répondu à plusieurs consultations : Paquet sur l'Economie Circulaire (DG ENV), l'ESCO (aptitudes, compétences, certifications et professions – DG EAC), Evaluation de la Directive sur

la Performance Énergétique des Bâtiments (EPBD – DG ENER). Le CAE a également été en contact avec la DG Culture (Conférence Mies van der Rohe), la DG ENER (Conférence COP21, à laquelle a participé son Directeur Général Dominique Ristori) et a répondu à la consultation de la Présidence néerlandaise sur l'Agenda Urbain de l'UE.

GROUPES DE TRAVAIL

En soutien à notre travail politique, une session de coordination horizontale a été organisée sur la mobilité professionnelle et la réglementation, avec la participation des Groupes de travail Qualifications – Stage – Formation professionnelle continue, Missions et Services et Commerce des Services.

ORGANISATIONS MEMBRES

Le CAE a développé des relations de travail plus étroites avec les Organisations membres, notamment en participant à une réunion sur l'exportation avec le CNOA et le Ministère français des Affaires Étrangères et à une réunion avec l'équipe des RIBA Awards (Prix International). Des lettres de soutien ont été envoyées à nos membres allemand, portugais, espagnol et turc, suite à des attaques dé-réglementaires de leur gouvernement et/ou des institutions européennes. Le Président est intervenu lors d'événements en Bulgarie, Irlande, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie et Slovaquie.



POINTS CLÉS

RÉUNION AVEC LA COMMISSAIRE EN CHARGE DU MARCHÉ INTÉRIEUR, DE L'INDUSTRIE, DE L'ENTREPRENARIAT ET DES PME

Le 4 novembre 2015, une délégation du CAE a présenté à la Commissaire Elzbieta Bienkowska ses premières réflexions sur la *Stratégie pour le Marché Unique* publiée le 28 octobre 2015. Tandis que le CAE estime que la *Stratégie* contient des éléments positifs pour multiplier les opportunités pour les PME et faciliter la prestation des services en Europe, il met en garde contre les conséquences d'une dé-réglementation excessive qui peut brouiller les frontières professionnelles et miner la confiance du public dans les prestataires de services professionnels.

Le CAE a reconnu les efforts de la Commission pour faciliter les services transfrontaliers et la mobilité professionnelle, soulignant que 96% des demandes d'inscription transfrontalières des architectes sont déjà satisfaites (cf. la reconnaissance automatique prévue par la Directive Qualifications). Le CAE discutera avec la Commission des mesures pour rationaliser les structures d'entreprises (forme juridique, détention de capital et régimes multi-disciplinaires) afin de faciliter la fourniture des services d'architecture à travers l'Europe. Le CAE attend également avec intérêt le paquet sur la mobilité des travailleurs, la révision de la directive sur les travailleurs détachés ainsi que des mesures pour soutenir l'internationalisation des PME (simplification de la TVA, clarification du droit des sociétés, meilleur accès au financement).

Cependant, le CAE a exprimé son inquiétude quant à d'autres aspects de la législation du marché intérieur. Le CAE est critique concernant la suppression des *barèmes d'honoraire* pour les architectes. Du fait de cette suppression, les tribunaux n'ont plus aucune base pour prendre des décisions en cas de litige, tandis que les organismes publics n'ont plus de points de repère pour définir des budgets pour les travaux publics. Les statistiques de notre Etude de Secteur de 2014 nous permettent d'affirmer que les services transfrontaliers ne sont en aucune façon affectés par l'existence de barèmes d'honoraire. Au contraire, ils s'avèrent souvent utiles pour les architectes d'autres pays et offrent également des avantages aux clients.

Le CAE préconise également que le *Passeport Services* proposé reste facultatif et ne soit pas un duplicata de la Carte Professionnelle Européenne (cf. Directive Qualifications Professionnelles).

Concernant la *Directive Marchés Publics*, le CAE rappelle que la mauvaise utilisation des critères de sélection est un obstacle pour les PME, en particulier les critères en matière de chiffre d'affaires. Le CAE croit que le choix des procédures est trop large et qu'il serait préférable de guider plus fermement les pouvoirs adjudicateurs vers les solutions optimales. Par ailleurs, les marchés inférieurs aux seuils définis par la Directive devraient être plus transparents.

Le CAE pense également que «le droit de plainte» devrait être étendu aux organisations professionnelles (cf. *Directives Recours*) et que les infractions par les pouvoirs adjudicateurs devraient être sanctionnées.

Le CAE a exprimé sa préoccupation quant à l'intention de la Commission de proposer des *"actions spécifiques visant à améliorer l'accès aux professions réglementées et leur exercice à l'échelle nationale et européenne"* et concernant l'accent mis sur la profession

d'architecte comme "secteur prioritaire".

Le CAE a rappelé qu'il n'y a pas de problème d'inscription transfrontalière des architectes et que le marché des services d'architecture ne représente que 0,9% de la production globale de l'industrie de la construction - l'accent sur les architectes est donc mal placé. Les différences dans l'exercice de la profession sont précisément le reflet des différences culturelles qui rendent l'Europe unique.

Tout en comprenant la nécessité d'une mise en œuvre stricte de la législation européenne dans le domaine du marché intérieur, le CAE demande à la Commission européenne et aux États Membres de résister aux tendances de dé-réglementation excessives qui brouillent les frontières professionnelles et minent la confiance du public dans les prestataires de services. Le CAE croit que la déréglementation ne peut pas être source de croissance car la croissance dans le secteur dépend des niveaux d'investissement dans le marché de la construction. L'enjeu majeur de la croissance économique dans le marché de l'architecture est la qualité ; qualité qui peut être obtenue et maintenue indépendamment de l'approche réglementaire.

SÉMINAIRE D'INFORMATION SUR L'EXPORTATION ET L'INTERNATIONAL

Le CAE a organisé un séminaire afin de sensibiliser les Organisations membres aux services de soutien de la Commission pour l'internationalisation des PME. Des Organisations membres ont été invitées à décrire leur programme de soutien à l'exportation (AFEX pour la France ; NAX pour l'Allemagne ainsi que d'autres : Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni). Les présentations comprenaient :

Lignes d'Actions pour les professions libérales – couvrant cinq domaines : l'éducation et la formation à l'entrepreneuriat ; l'accès aux marchés ; la réduction du fardeau de la réglementation ; l'accès au financement ; le renforcement de la participation des professions libérales au niveau européen. Le CAE examinera comment les compétences entrepreneuriales peuvent être mieux développées (à travers la formation académique, la FPC ou le stage).

Stratégie Construction 2020 (Compétitivité mondiale) – Ce domaine de travail s'était concentré sur le soutien à l'entrepreneuriat (cf. Programme COSME) ; un meilleur accès au financement pour les PME, l'internationalisation et l'accès aux marchés ; l'expertise européenne en matière d'efficacité énergétique des bâtiments, la croissance verte et efficacité des ressources ; la collaboration avec des partenaires internationaux, le financement, les garanties pour des projets de constructions internationaux et la coopération internationale sur les réglementations/normes.

Soutenir l'internationalisation des PME – 90% de la croissance mondiale est déjà générée en dehors de l'UE ; 60% du PIB mondial sera dans les marchés en développement /émergents d'ici 2030. La Commission a souligné que les PME travaillant à l'international présentent un chiffre d'affaire plus élevé, plus d'emplois et sont plus innovantes.

La Commission a développé des services de soutien pour faire face aux nombreux obstacles existant (l'accès au financement, les opportunités, les contacts, l'information, la réglementation) : *"Your Europe"* – un

portail dédié aux entreprises ; “Enterprise Europe Network” (jumelage, informations sur l'accès aux marchés, contacts, Groupes de sectoriel) ; *points de contacts outre-mer* (Japon, Chine, Asie du sud-est, etc.) ; “Export Helpdesk” ; “Portail pour l'internationalisation des PME” ; “Portail européen des PME” ; “Missions pour la croissance” ; base de donnée pour l’“Accès aux financements” (financement indirect à travers une base de donnée de banques disposées à prêter des fonds) ; “Horizon 2020” ; “COSME” (fonds propres/facilité de crédit) ; “Export Credit Guarantees” ; “EUREKA” (Fond de recherche international) ; et “ERASMUS pour jeunes entrepreneurs” (EYE).

Accès au marché – La DG TRADE est responsable de la politique commerciale de l'UE – les stratégies d'accès aux marchés, les réglementations connexes et la compétitivité. Elle a développé une base de données d'accès aux marchés (MADB) qui fournit des informations sur le commerce, les droits de douane et d'autres documentations pour l'exportation de biens et services. La DG TRADE a un vaste programme de négociation (Canada, USA, Japon) et soutient les dialogues bilatéraux du CAE avec le Canada (sous CETA) et les Etats-Unis (sous TTIP).

Commentaires des Organisations membres – L'AFEX (France), le NAX (Allemagne), l'OA (Portugal) et le RIBA (Royaume-Uni) ont présenté les structures qu'ils ont mis en place pour aider l'exportation des services d'architecture. Alors que les Organisations membres profitent généralement d'un soutien au niveau national, elles ont été heureuses d'apprendre qu'il existe un appui supplémentaire au niveau européen. Elles ont montré leur intérêt pour le développement de liens plus étroits et le partage d'informations entre elles et se sont demandées si le CAE pouvait faciliter ce partage.

Prochaines étapes – Section internationale sur le site internet du CAE – Le CAE a développé une section internationale sur son site Internet, avec des liens vers l'AFEX, le NAX et d'autres réseaux, les bases de données et les portails de la DG GROW. Le CAE a rejoint le Forum Professions Libérales de la Commission et examinera les moyens de faciliter un réseau pour l'exportation des services d'architecture, de développer un module de FPC pour les exportateurs et de publier une brochure sur le travail à international.

SÉMINAIRE ET DÉCLARATION DE TALLINN

Internationalisation & Responsabilité

Dans le cadre de l'Assemblée Générale de printemps, qui s'est déroulée à Tallinn (Estonie) une session spéciale a été organisée sur le thème “*Internationalisation & Responsabilité*” afin d'explorer les synergies internationales pour répondre aux différents problèmes urbains et sociaux tels que le changement climatique, la conservation du patrimoine, la régénération urbaine et l'inclusion sociale. La session a permis la présentation d'exemples de bonnes pratiques dans ce domaine. Mario Cucinella, fondateur de MCA, a présenté plusieurs projets réalisés dans le cadre du G124, un groupe de jeunes architectes sous la direction de Renzo Piano, qui travaillent à transformer les espaces inutilisés dans des banlieues italiennes.

Pedro Ravara, Vice Président de l'OA (Portugal) a souligné l'importance de prendre en compte les besoins locaux et d'utiliser les matériaux et les connaissances locales, via un exemple de projet au Mozambique. Esa Mohamed, Président de l'UIA, a présenté l'indice malaisien des bâtiments verts, le premier outil d'évaluation adapté au climat tropical et à la culture, à l'environnement et aux priorités locales.

Elizabeth Chu Richter, Présidente de l'AIA, a présenté plusieurs recherches et initiatives de l'AIA en matière de communication, visant à sensibiliser le public au rôle des architectes, notamment en matière de santé, d'équité sociale et d'atténuation des risques liés aux catastrophes naturelles. Jane Duncan, Présidente élue du RIBA a rappelé que le futur de la profession est dépendant de l'engagement de la profession dans les économies émergentes.

Déclaration de Tallinn

A la fin de la session, les Présidents du CAE, de l'AIA et de l'UIA ont signé une Déclaration soulignant le rôle clé de la profession dans les défis globaux et locaux de notre temps, particulièrement en matière de changement climatique, de régénération urbaine, d'inclusion sociale et de conservation du patrimoine. Ils ont rappelé que ces défis sont intrinsèquement liés et ne peuvent être surmontés séparément. Ils ont également souligné que la profession d'architecte a la responsabilité de relever les défis posés par le changement climatique et qu'elle a une expertise unique pour concevoir des cadres de vie bâtis à faible émission de carbone, économes en ressources, résilients, intelligents, sains et inclusifs.

Ils ont souligné l'importance de la régénération urbaine et de la capacité de la profession à planifier et concevoir des cadres de vie bâtis durables, de manière holistique, en tenant compte des aspects économiques, sociaux, environnementaux, politiques et culturels. Ils ont également souligné l'importance d'investir dans la formation architecturale pour former et maintenir des professionnels de grande qualité capables de concevoir de meilleurs endroits pour le bien-être de l'humanité et le futur de notre planète.

La Déclaration de Tallinn est disponible sur le site Internet du CAE.

ENERGY DAY DU CAE

L'UE a organisé la Semaine de l'Energie Durable (EUSEW) à Bruxelles au mois de juin 2015. La semaine s'est axée sur l'avenir bas carbone de l'Europe, l'énergie décentralisée, les solutions intelligentes en matière d'énergie, les villes intelligentes, l'efficacité énergétique, les secteurs à forte intensité énergétique, l'Union de l'énergie, la démocratisation de l'énergie et d'autres sujets liés à l'énergie.

Cette année s'est focalisée sur le rôle des consommateurs dans la nouvelle Union de l'Energie, qui doit permettre à l'UE de réaliser ses objectifs en matière d'efficacité énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre.

Un élément clé de la stratégie de l'UE est la rénovation des vieux bâtiments en utilisant des solutions de rénovation innovantes et efficaces sur le plan énergétique. Un rapport récent “*Energy Renovation: The Trump Card for the New Start for Europe*” (Rénovation énergétique : l'atout pour le nouveau départ de l'Europe) donne un résumé détaillé de la façon dont le parc immobilier européen réduira considérablement l'énergie que nous consommons et les gaz à effet de serre que nous produisons. Le rapport indique que la rénovation des vieux bâtiments ne contribue pas seulement à la réalisation des objectifs énergétiques mais crée également de la croissance économique et des emplois. Le rapport conclut que “la rénovation énergétique stimulera une nouvelle vague d'innovations technologiques”. La rénovation étant essentielle à la stratégie énergétique de l'Union, une série d'*Energy Days* ont été organisés à travers l'Europe durant la Semaine de l'Energie Durable, avec des centaines de sessions pour promouvoir une énergie sûre, propre et efficace.



Le CAE a organisé l'une de ces sessions, à laquelle trois projets financés par le 7^{ème} Programme Cadre (iNSPiRe, LEEMA et A2PBEER) ont participé. L'événement était organisé par la Project Officer du CAE, Veronika Schröpfer et a été introduit par la membre du Bureau exécutif du CAE, Sara Van Rompaey. Cette session a permis aux participants d'en apprendre plus sur les innovations en matière de rénovation et de découvrir les derniers développements des projets.

EVÈNEMENT COP 21 – ARCHITECTURE, LE CLIMAT DE L'AVENIR

A l'occasion de l'ouverture de la Conférence des Nations-Unies sur le changement climatique (COP21), le CAE, l'Union Internationale des Architectes (UIA), le Conseil national de l'Ordre des Architectes (CNOA) et le Conseil pour l'International des Architectes français (CIAF) ont organisé une conférence internationale *"Architecture, le Climat de l'Avenir"*. Le CAE, l'UIA et le CNOA ont organisé une table ronde, lors de laquelle architectes, scientifiques et décideurs politiques ont discuté des solutions que peut apporter l'Architecture aux défis du changement climatique, à l'échelle du bâtiment et des villes.

Dans un message vidéo, Dominique Ristori, Directeur Général de la DG Energie de la Commission européenne, a déclaré que *"l'architecture est un acteur central de la transition énergétique"* et que *"nous avons besoin de toute votre expertise pour contribuer à la sensibilisation de la population au travers de la préparation de projets concrets de construction et de rénovation des bâtiments"*.

Dans son discours d'introduction, Catherine Jacquot, Présidente du CNOA, a déclaré que dans les économies développées *"la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la sobriété énergétique vont conduire à des changements de paradigme dans nos modes de vie et dans la manière de concevoir et de construire notre cadre de vie (...) Les architectes ont une grande responsabilité dans ce changement majeur de paradigme"*.

Au cours de la table ronde, les architectes Kenneth Yeang, Edward Mazria, Frédéric Bonnet et Kjetil Traedal Thorsen, l'ingénieur Thierry Salomon, le Maire d'Evry, Francis Chouat et la Députée européenne Karima Delli ont discuté de la façon de concevoir des bâtiments et des villes plus résilients et durables.

Dans ses conclusions, le Président du CAE Luciano Lazzari, a salué les mesures ambitieuses engagées ces dernières années par l'UE pour améliorer le parc immobilier européen. Il a souligné que l'Europe doit se concentrer sur la rénovation des bâtiments existants et la régénération de ses villes. Il a terminé en disant : *"J'aspire à un avenir où les architectes seraient universellement reconnus comme une partie importante de la solution ; un avenir où un architecte pourrait avoir la même crédibilité qu'un médecin sur une scène d'accident et pourrait dire avec assurance : Je suis un architecte, je peux aider"*.

A cette occasion, les quatre organisateurs ont publié un *Manifeste pour une Architecture Responsable* présentant les engagements des architectes pour relever les défis posés par le changement climatique. Le Manifeste contient des recommandations clés pour lutter contre le changement climatique à travers le cadre de vie bâti, tant au niveau des villes que des bâtiments. Il rappelle que l'architecture est une force puissante, à moyen terme et à faible coût, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et adapter nos sociétés aux effets inévitables du changement climatique. A travers le Manifeste, les quatre organisations appellent à la mise en œuvre de politiques pour arrêter la croissance incontrôlée des villes, éradiquer les injustices liées à l'allocation des ressources, freiner l'exode climatique, anticiper l'exposition aux risques naturels ou industriels et mettre un terme à l'épuisement des ressources naturelles à travers la planète. A la fin de l'année 2015, le Manifeste avait été signé par environ un millier de personnes.

Les messages vidéo, les discours des Présidents et le Manifeste sont disponibles sur le site Internet du CAE. Vous pouvez également y revoir la Conférence.





POLITIQUE ET STRATÉGIE

FUTUR & STRATÉGIE DU CAE

Début 2015, le Bureau a créé un groupe indépendant pour développer une vision à long terme et une stratégie pour le CAE, tout en gardant à l'esprit sa nature spécifique, les différents besoins de ses membres et les actions à mener – pour le CAE, ses Organisations membres et la profession dans son ensemble.

Le groupe a utilisé une méthode classique : examen de l'environnement des activités du CAE ; hiérarchisation des parties prenantes ; identification des thèmes essentiels ; confirmation de la mission du CAE ; développement d'un ensemble de valeurs fondamentales ; accord sur une vision future et identification d'objectifs et de lignes directrices pour la mise en œuvre. Le groupe a ensuite examiné les atouts et faiblesses du CAE (interne) et les opportunités et menaces qui se présentent à lui (externe) [analyse dite 'SWOT'].

Bien que la liste potentielle des parties prenantes était longue, il a été convenu que le CAE ne peut, de façon réaliste, regarder dans trop de directions différentes en même temps. Cependant, il a été souligné que les membres sont un mélange d'organismes en charge de l'inscription des architectes, d'organismes professionnels et d'autres organismes hybrides – représentant des architectes, des bureaux ou l'architecture. Cependant, plutôt que de toujours souligner les différences, il a été convenu qu'il appartient au CAE de souligner les points communs qui unissent ses membres.

Il a été confirmé que le rôle central du CAE est d'influencer, à travers la représentation d'intérêts, la législation et les politiques européennes impactant ses priorités stratégiques – et sa mission est d'être une source de transformation, en promouvant l'architecture comme une stratégie pour l'innovation.

Nous avons identifié trois priorités stratégiques :

- Promouvoir des normes professionnelles de haut niveau – pour sauvegarder l'intérêt public et assurer une compétitivité mondiale ;
- Optimiser la mobilité professionnelle – pour stimuler la croissance et l'emploi ;
- Promouvoir une architecture responsable – pour améliorer la qualité de vie ;

et trois sous-thèmes à l'appui de chacune de celles-ci :

- Normes professionnelles – Education, Formation et Développement Professionnel, plaider pour un environnement réglementaire favorable et promouvoir une plus grande convergence volontaire vers le code de déontologie du CAE ;
- Mobilité professionnelle – répondre aux défis de la mondialisation, développer des ressources pour aider l'exercice de l'architecture et soutenir l'entrepreneuriat ;
- Architecture responsable – reconnaître la responsabilité des architectes dans la rénovation et dans la réduction de la consommation énergétique des bâtiments, travailler pour la reconnaissance de la valeur de la conception et faire reconnaître l'importance de la recherche et de l'innovation.

D'autres objectifs à moyen terme sont en cours de développement. Pour les définir, nous nous assurons toujours qu'ils soient intelligents, mesurables, réalisables, réalistes et définis dans le temps (SMART-Specific, Measurable, Achievable, Realistic and Time-related).

Une fois que l'Assemblée aura accepté ce que nous voulons faire, nous devons déterminer comment y parvenir. Ceci nécessitera un plan stratégique – en collaboration avec les Organisations membres – qui ont un rôle à jouer dans le processus législatif ordinaire européen. Ici, les groupes de travail du CAE sont d'une importance cruciale et seront invités à nous aider à identifier les objectifs à court et moyen terme, à confirmer leurs contributions et à élaborer des feuilles de route.



EVALUATION MUTUELLE DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES – APERÇU DU CADRE RÉGLEMENTAIRE DANS LE SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES, VIA L'EXEMPLE DES ARCHITECTES

Le CAE a été stupéfait par le contenu et le calendrier de cette communication. L'évaluation mutuelle des professions réglementées devait être publiée fin 2014, accompagnée d'une invitation aux Etats membres à répondre, par l'intermédiaire de Plans d'actions nationaux, au printemps 2015. Au lieu de cela, l'évaluation n'a été publiée que mi-juillet avec demande de commentaires pour la fin du mois d'août. Pour autant que nous sachions, la Commission n'avait pas publié de version consolidée du document – mais avait déjà demandé les plans d'actions nationaux pour le printemps.

Nous observons que la plus grande partie de cette évaluation est identique au texte soumis par le groupe des pairs lors de sa réunion du mois de septembre 2014. Elle était fondée, par conséquent, sur les réponses aux questionnaires de proportionnalité de 2014. Quelques ajustements ont été apportés à la lumière des réunions de groupe et, en tout état de cause, la dernière publication tardive signifie que les Etats membres ont été incapables de l'utiliser pour préparer leur Plan d'Action National. Ceci peut donc expliquer pourquoi certains Etats membres n'ont pas accordé d'importance à cette initiative.

Le rapport est non seulement basé sur du matériel ancien, mais contient des preuves de "dérive de mission" : de nouvelles sections sont apparues concernant la forme des entreprises, l'exercice commun, les assurances ainsi que des conclusions additionnelles sur les barèmes / tarifs – qui ont toutes trait à l'évaluation des services dans le Marché intérieur et non à l'évaluation des règles régissant l'accès aux professions réglementées (cf. Article 59 "transparence" de la Directive Qualifications). Malgré les dénégations, le rapport contient des recommandations tendancieuses (bien que l'on nous ait assuré qu'aucune n'était envisagée).

Enfin, en dépit de ce qui précède, nous avons été consterné de noter que ces "conclusions" avaient déjà été introduites dans une première ébauche de la Stratégie pour le Marché Unique, datée du 16 juillet (recommandations relatives à la Réforme des professions réglementées), et donc anticipant et préjugant les résultats de l'examen par les pairs.

STRATÉGIE POUR LE MARCHÉ UNIQUE

La Stratégie est une réponse à la crise économique, elle consolide le marché intérieur, appelle à plus d'innovation et aide les jeunes entreprises.

Aider les PME et les jeunes entreprises à se développer – Le CAE accueille favorablement toute simplification de la réglementation sur la TVA ; le droit des sociétés ; les exigences réglementaires ; l'accès au financement ; des lois sur les faillites ; des obstacles à l'innovation. La société unipersonnelle devrait réduire les coûts d'enregistrement des sociétés.

Réglementation Professionnelle – Le CAE conteste l'affirmation selon laquelle la mobilité et les prestations transfrontalières sont entravées par les disparités réglementaires et les réserves d'activités – conduisant à un choix limité pour les consommateurs et des prix plus élevés, et limitant l'entrepreneuriat et l'emploi. 96 % des demandes transfrontalières d'inscription des architectes sont satisfaites – les possibilités d'amélioration sont donc très restreintes.

Le CAE estime que la proposition d'évaluer une nouvelle fois la

réglementation professionnelle pour les architectes est totalement inutile. La profession a déjà subi une évaluation de proportionnalité en 2014, avec toutefois des résultats dont on peut discuter la qualité, non appropriés et tendancieux. Un certain nombre d'Etats membres n'ont pas réalisé leur Plan d'Action National, ne considérant pas cela comme une priorité.

Accès à la profession – Il serait imprudent d'abaisser les normes pour augmenter le nombre d'entrants dans la profession (pour forcer à une plus grande concurrence par un excès d'offre). Avec de nombreux architectes sans emploi ces dernières années et des professionnels en quête de travail en dehors de l'UE, permettre un plus grand nombre d'acteurs sur le marché aurait pour effet de produire du chômage, abaisserait les normes professionnelles et réduirait la capacité des professionnels de l'UE à être compétitifs à l'international, du fait de leur standards plus faibles. L'accès à la profession est déterminé par l'éducation – qui est soumise au principe de subsidiarité.

Services – Le CAE cherche à déterminer si le Passeport Service proposé duplique la Carte Professionnelle Européenne proposée par la Directive Qualifications. L'évaluation de la Directive Services a déjà entraîné une procédure d'infraction (concernant la forme des sociétés et les barèmes).

Marchés publics – En dépit de la révision des règles de passation des marchés publics en 2014, la Commission estime que l'UE peut faire plus. Les marchés publics sont souvent passés sans les compétences nécessaires, les connaissances techniques ou la compréhension de la procédure. Le manque de données et d'outils d'analyse pour détecter les irrégularités est un défi majeur. Il existe des variations dans les systèmes nationaux d'examen, la durée des procédures, les niveaux des barèmes ou les frais de litige ; les plaintes ne sont par ailleurs pas recueillies de manière structurée. La Commission encouragera les Etats membres à revoir les décisions de passation de marché, à promouvoir les réseaux entre les organes de contrôle, aidera les Etats membres à renforcer les organes de contrôle et à améliorer la transparence, à établir des registres couvrant l'ensemble du cycle de vie des contrats, le déploiement de l'analyse de données et d'outils de détection d'anomalie.

Le CAE se félicite des travaux dans ce domaine. En effet, à la lumière du manque de compréhension des procédures en matière de marchés publics, certaines de nos Organisations membres ont développé des systèmes où des professionnels conseillent les clients sur les procédures optimales. Le CAE a publié des *Recommandations pour la transposition en droit national* et a appelé la Commission à encourager les concours d'architecture, suivis d'une procédure négociée, comme approche privilégiée pour les services de planification.

En ce qui concerne les irrégularités, nous avons proposé que les organisations professionnelles soient investies d'une "compétence de plainte" en vertu des dispositions de la Directive Recours, pour qu'elles puissent être entendues en cas de mauvaise application des procédures de passation des marchés.

MANIFESTE DU CAE

En mai 2014, le CAE a publié un Manifeste pour les élections au Parlement européen sur base des priorités fixées par les Organisations membres. Sept thèmes prioritaires ont été identifiés lors de l'Assemblée Générale de Louvain et associés aux groupes de travail lorsque cela était possible :

- Enseignement de Haute Qualité (GT Qualifications Professionnelles)
- Concours d'architecture / Sélection basée sur la qualité et non sur le prix le plus bas (GT Marchés Publics);
- Assurance professionnelle pour le travail transfrontalier (GT Responsabilité et Assurance);
- Accès aux marchés internationaux (GT Commerce des Services);
- Résistance à la déréglementation (GT Questions réglementaires);
- Promotion du rôle des architectes dans l'efficacité énergétique (GT Environnement et Architecture durable);
- Réflexion sur le rôle futur de l'architecte, suite à la récession (tous les GT).



AMBULATORIO POLIVALENTE
"I TRE ANGELI PER LA VITA"
L'Aquila, Italie
Architecte :
Virgilio Luciani

Les sept thèmes ont ensuite été rassemblés en trois groupes, tel que présenté dans le Manifeste :

- Promouvoir une architecture responsable – pour un futur durable
- Soutenir des normes professionnelles de haut niveau – pour défendre l'intérêt public et assurer la compétitivité globale
- Favoriser la mobilité professionnelle – pour stimuler l'emploi et la croissance dans l'UE

Chacun accompagné par trois positions politiques :

- Le rôle des architectes dans la réduction de la consommation énergétique des bâtiments ;
- Le rôle des architectes dans la rénovation des bâtiments existants ;
- Promouvoir dans les marchés publics des critères d'attribution fondés sur la qualité ainsi que les concours d'architecture ;
- L'importance de l'apprentissage tout au long de la vie pour s'assurer que les compétences des architectes restent à jour ;
- Recommandation pour une loi sur l'architecture qui reconnaît la valeur sociale, économique et publique de l'architecture et de la profession d'architecte ;
- sensibiliser les jeunes au cadre de vie bâti en introduisant l'architecture dans les programmes d'études secondaires ;
- Aligner les niveaux de formation de l'UE sur les normes internationales ;
- Faciliter les services transfrontaliers et mettre en œuvre une position réglementaire minimum que le CAE puisse défendre
- Soutenir la négociation d'Accords de Reconnaissance Mutuelle.

Les Organisations membres ont envoyé le Manifeste aux candidats et le CAE l'a distribué auprès des 751 Députés élus. Nous avons également établi une liste des Députés ayant un intérêt ou une formation en lien avec la construction, sur lesquels nous allons plus particulièrement nous concentrer.

Les objectifs politiques décrits dans le Manifeste étaient nécessairement abrégés, dès lors, nous avons demandé aux groupes de travail compétents de rédiger une courte position politique pour appuyer les points du Manifeste qui se rapportent à leur domaine thématique (cf. rapport du Président page 4). L'objectif est de créer un dossier contenant une suite de neuf positions politiques soutenant le Manifeste que nous pourrions utiliser de manière sélective auprès des personnes dont nous cherchons l'appui.

ACCORDS DE RECONNAISSANCE MUTUELLE (ARM)

Korean Institute of Registered Architects (KIRA), Corée du Sud

Pour marquer le 5^{ème} anniversaire de l'accord de libre échange UE-Corée du Sud, le gouvernement sud coréen a invité le Vice-Président de KIRA Jaeho Shim à se joindre à la délégation commerciale qui s'est rendue à Bruxelles. Le Président du CAE et le Secrétaire Général ont assisté à la réunion bilatérale de haut niveau sur le commerce, organisée par le Directeur-Général adjoint de la DG TRADE, Ignacio Garcia Bercero.

Les parties ont échangé sur les récents développements et KIRA a invité le CAE à :

- signer un Protocole d'Accord engageant les parties à poursuivre les échanges ;
- s'efforcer à conclure un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) au Congrès de l'UIA à Séoul en 2017 ;

- convenir d'un programme de réunions en 2016 (en marge d'autres réunions telles que celles d'ARCASIA et/ou les Assemblées Générales du CAE) en vue de l'élaboration du texte de l'ARM.

National Council of Architectural Registration Boards (NCARB), Etats-Unis

La DG TRADE et les Représentants du Commerce des Etats-Unis (USTR) ont organisé une réunion pour le CAE et NCARB en marge du TTIP (Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement) afin d'élaborer un accord de reconnaissance mutuelle pour les services d'architecture. Les négociateurs de la Commission ont proposé un cadre pour préparer les Accords professionnels de reconnaissance mutuelle (cf. CETA FTA avec le Canada). La DG TRADE a ensuite invité le Président et le Secrétaire Général à participer à une vidéo conférence avec USTR, NCARB et la DG GROW lors de laquelle les parties ont échangé des propositions initiales d'éligibilité. Une nouvelle réunion devrait avoir lieu au printemps 2016.

Canadian Architectural Licensing Authority (CALA), Canada

Les 1-2 octobre, une délégation de CALA a rencontré le CAE / ENACA. F Deraedt (DG TRADE) a participé à cette réunion pour présenter les prochaines étapes du CETA ; et K Tomaras (DG GROW) a complété les informations données par le CAE en matière de mobilité professionnelle en Europe. Les parties ont :

- examiné les exigences législatives des régulateurs dans leurs juridictions respectives
- examiné les titres, les missions et les services protégés et dans leurs juridictions
- examiné la documentation cartographiant les compétences canadiennes sur les exigences de la Directive européenne et listé celles non couvertes
- examiné la portée de la charte du CAE sur les missions et services montrant les missions communes en Europe
- expliqué la mobilité professionnelle et la validation des qualifications dans chaque juridiction
- expliqué les procédures de demande d'inscription
- examiné les exigences supplémentaires (inscriptions des sociétés, assurances professionnelles, Formation Professionnelle Continue)

La plupart des organismes de réglementation provinciaux ont exprimé une préférence pour inclure, dans le cadre de la procédure de reconnaissance mutuelle, un entretien pour tester des compétences spécifiques. Le CAE a cependant trouvé cela inutile (la Directive Qualifications fonctionne sans cela, ceci fournirait moins de sécurité légale et certaines autorités compétentes ne seraient pas en mesure d'engager une telle procédure).

Proposition pour la démonstration de connaissances dans un domaine spécifique – Le CAE et CALA ont convenu d'élaborer une proposition qui conserve le principe de demander aux candidats de prouver des connaissances dans un domaine spécifique, tout en offrant aux autorités régulatrices des options pour satisfaire ceci (par exemple un entretien, un affidavit, ou un cours de Formation continue en ligne, normalisé, à entreprendre pendant la procédure d'inscription).

Les parties ont ensuite convenu de s'efforcer à finaliser l'accord d'ici le printemps 2016 et de le soumettre aux autorités en charge de la négociation pour soumission au Comité ARM CETA.



ACCÈS À LA PROFESSION

Coordinateur : Wolfgang Haack,
Vice-Président

En plus d'agir à titre de Coordinateur pour ce domaine thématique, W. Haack a pris la responsabilité de la coordination horizontale traitant de toutes les questions relatives à la mobilité professionnelle.

MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

Wolfgang Haack

Lors d'une session extraordinaire à Paris, il a été convenu que le CAE ne base pas sa politique relative à la Directive Qualifications Professionnelle sur les normes minimales de la Commission mais plutôt sur ses propres normes, plus élevées. Le CAE devrait élaborer des positions qui mettent en valeur les points communs (plutôt que d'exposer les différences). Des travaux antérieurs sur l'accréditation et la validation seront actualisés et élargis pour y inclure la notification.

Il a été convenu que le Groupe de travail Questions Réglementaires (RQI) examinera le Code de Déontologie du CAE pour déterminer s'il est toujours adapté à son objet et essaiera de recueillir les Plans d'Action Nationaux soumis en réponse à l'Article 59 de la Directive Qualifications relatif à la Transparence. Le Groupe RQI examinera également la politique du CAE sur les Fonctions réservées (à la lumière de la nouvelle politique de la Commission) et finalisera la position réglementaire de base que le CAE peut défendre (en utilisant les éléments positifs des directives européennes pour faciliter les services et l'établissement transfrontaliers, mais résister aux tendances de déréglementation excessives qui brouillent les limites professionnelles).

Enfin, il a été convenu que le Groupe de travail Missions et Services élaborera des positions sur l'assurance (pour les services transfrontaliers) et les barèmes d'honoraire, tout en suivant l'étude de la Commission sur les permis de construire.

DIRECTIVE QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLE, STAGE, FPC

Margaret Hynds o'Flanagan

En 2015 le Groupe de Travail Qualifications Professionnelles a été élargi pour inclure les stages et la Formation Professionnelle Continue (FPC) – dans le contexte de l'Article 22 de la nouvelle Directive Qualifications qui impose aux Etats Membres de s'assurer que les professionnels sont en mesure de *"mettre à jour leurs connaissances, aptitudes et compétences afin de maintenir une pratique sûre et efficace et de rester au courant des développements professionnels"*.

L'inclusion des Autorités Compétentes (dont beaucoup sont membres du CAE) dans le système IMI de la Commission européenne qui sert à examiner / approuver les qualifications pour reconnaissance par la Directive, et les discussions actuelles sur les accords de reconnaissance mutuelle avec les Etats-Unis, le Canada et d'autres, ont accru la nécessité pour le Groupe de travail de se concentrer sur la qualité et la cohérence des mesures d'accréditation de la qualification appliquées par les Etats membres.

Les principaux développements cette année ont été :

- la publication du document d'orientation du CAE sur la mise en œuvre de la Directive 2005/36/EC modernisée pour aider les Organisations membres lors de la transposition ;
- l'achèvement des positions soutenant le Manifeste du CAE, sur l'alignement des normes de formation européennes et internationales et l'importance de la formation permanente et le rôle de l'architecte dans la formation continue ;
- la réponse à la consultation ESCO (terminologie standard pour les professions, les compétences et les qualifications) pour la mettre en conformité avec l'Article 46 de la Directive Qualifications et s'assurer qu'elle reflète mieux les connaissances, les savoir-faire et les compétences des architectes ;
- la présentation du travail relatif à la Directive Qualifications lors de la réunion de l'AEEA à Milan le 30 août 2015.

QUESTIONS RÉGLEMENTAIRES

John Graby

Les principaux objectifs du groupe de travail ont été :

- le suivi de l'évaluation par les pairs (évaluation par la Commission des règles régissant l'accès à certaines professions réglementées) ;
- la finalisation du document soutenant le Manifeste sur les positions réglementaires minimale que le CAE peut défendre ;
- le soutien au groupe de travail Missions et Services pour le développement d'arguments politiques et économiques en faveur des barèmes d'honoraire ;
- le soutien aux Organisations membres (DE, ES, PT, TUR) qui subissent des attaques réglementaires ;
- la réponse à la Stratégie sur le Marché Unique ;
- la réponse aux bilans de qualité ('Fitness Checks') (cf. Programme REFIT de la DG GROW)

O.A.S.E. STUDY AND
COMMUNICATIONS CENTER
Düsseldorf, Allemagne

Architecte :
HPP Architects

Photo: Ralph Richter, Sigurd Steinprinz





EXERCICE DE LA PROFESSION

Coordinateur : Georg Pendl

MARCHÉS PUBLICS ET CONCOURS D'ARCHITECTURE

G. Pendl / T. Maibaum

L'année dernière, le Groupe de travail Marchés Publics & Concours d'architecture a travaillé sur les lignes directrices / recommandations pour les concours d'architecture ; la mise à jour des dix règles pour les concours d'architecture ; et à la mise à jour du document maître pour les concours de conception.

Il a également commencé à :

- mettre à jour le glossaire "Concours d'architecture / marchés publics" ;
- mettre à jour le guide électronique du CAE pour la passation des marchés de services d'architecture ;
- mettre à jour les lignes directrices / recommandations pour la transposition en droit national de la Directive Marchés Publics de 2014 (disponible le site Internet du CAE) ;
- surveiller le processus de transposition dans les Etats membres ;
- poursuivre la discussion avec la Commission de nos préoccupations concernant les marchés publics et les concours d'architecture.

D'autres actions sont prévues :

- le développement de règles / recommandations plus détaillées dans le domaine des concours d'architecture ;
- la collecte d'arguments en faveur des concours d'architecture et d'exemples des meilleures pratiques dans l'application des principes de transparence, de non discrimination et de proportionnalité ;
- la collecte d'exemples de mauvais usage des critères de sélection, des meilleures pratiques dans le choix des procédures et des contrats en dessous des seuils ; et
- l'adoption d'une position officielle par l'Assemblée générale du CAE préconisant "un droit de plainte" pour les organismes professionnels dans la directive Recours.

MISSIONS ET SERVICES

R. Schagemann

Politique sur les honoraires - A la lumière des nouvelles attaques de la Commission sur les barèmes d'honoraire, le CAE a développé une politique sur les barèmes. Le rapport de la Commission de 2004 sur la concurrence dans les services professionnels avait reconnu que la réglementation peut être justifiée si elle est nécessaire à l'intérêt public ; proportionnée ; et justifiée /nécessaire pour une bonne pratique. Son site Internet fournit également trois raisons justifiant une réglementation des services professionnels : l'asymétrie d'information entre les clients et les prestataires de services ; les externalités, car les services pourraient avoir un impact sur des tiers ; le "bien public" (de la valeur de la société en général).

Alors que le marché est censé réguler l'économie avec un minimum de contrôle de l'Etat, des économistes tels que Thomas Piketty illustrent l'impossibilité de réguler la qualité de l'architecture par de purs outils de marché. Les gros clients préfèrent souvent éviter les petites économies qui, à long terme, compromettent la qualité et les coûts. En outre, pour être en mesure d'évaluer les seuils décrits dans la Directive Marchés Publics, les pouvoirs publics ont un besoin évident de références sur lesquelles fonder des hypothèses de coûts. Par ailleurs, il est difficile pour les tribunaux de prendre des décisions s'ils n'ont pas une description claire des services et de leurs valeurs.

La politique du CAE soutient que la profession a besoin de manière urgente d'outils pour décrire de manière standardisée les services et définir une bande de coûts possibles. Il existe de nombreuses façons de calculer les honoraires d'un architecte : le temps passé, le temps estimé, la superficie (m²) ; le pourcentage, le montant forfaitaire, prime d'encouragement. Le CAE a porté ses efforts sur la description des services – tout en laissant aux instances indépendantes le soin de calculer sa valeur. Etant donné que les missions et services varient d'un pays à l'autre, il est probable que les honoraires soient différents, de sorte qu'il appartient aux Organisations membres de définir leur propre niveau de rémunération, en tenant compte des spécificités nationales.

Politique en matière d'assurance - Prenant en considération le document de travail publié par la Commission européenne en octobre 2013, le CAE a développé une position sur la responsabilité professionnelle et l'assurance responsabilité civile des architectes dans l'UE.

Les préoccupations légitimes des architectes ont trait à l'équité, l'efficacité et l'incertitude dans le secteur de la construction. La politique du CAE appelle l'UE à formuler des recommandations introduisant les exigences suivantes :

- délais pour faire une réclamation (cinq années après la réalisation des services ou du projet)
- responsabilité portant sur les erreurs réelles (plutôt que dues à des circonstances imprévues)
- répartition des responsabilités entre les parties (abolir la responsabilité conjointe et solidaire / *in solidum* et envisager l'introduction d'une seule assurance par projet).

Certitude et rapidité des réclamations - Deux approches fondamentalement différentes sont envisagées pour les réclamations en matière d'assurance professionnelle – la "réclamation découlant" ("claims arising") ou l'assurance sur base de "réclamations faites" ("claims made"). Dans les deux cas, ce qui est inquiétant c'est la grande disparité des périodes pendant lesquelles les plaintes doivent être déposées dans différents Etats européens. Ce manque de clarté génère des litiges inutiles et devrait être résolu, même via un critère simpliste de date limite.

Présomption de responsabilité ('res ipsa loquitur') - En principe, une allégation doit être prouvée par la partie qui fait cette allégation. Néanmoins, il peut être admis que, dans certains cas, les circonstances pointent directement vers une faute commise par une partie précise ("la chose parle d'elle même"). Il ne faut donc pas présumer qu'un défaut de construction est toujours le résultat d'une erreur ou omission de la part de l'architecte. L'inversion de la charge de preuve ne devrait être possible que dans des cas exceptionnels.

Les tribunaux - Les cours de justice ont tendance (davantage dans certains pays de l'UE que dans d'autres) à préférer trouver un coupable qui soit assuré plutôt que des parties qui ne peuvent pas être en position de répondre à une décision accordant des dommages à leur encontre. Les tribunaux ne devraient pas faire usage de l'assurance responsabilité professionnelle des architectes pour pallier des défauts des dispositions sociales.

MODÉLISATION DES DONNÉES DU BÂTIMENT (BIM)

Lars Jarle Nore

L'année dernière, le CAE a mis en place un groupe de travail BIM afin de réfléchir aux questions juridiques, techniques et financières liées au BIM et à son impact sur la profession. Le groupe a convenu d'élaborer un programme de travail dans les domaines suivants : définition du BIM ; impact sur la qualité de la conception / de l'architecture ; échange et normalisation des données ; droits d'auteur (copyright) ; contrats et honoraires, missions et services, produits à livrer ; responsabilité et assurance ; marchés publics ; contrôle des services intellectuels ; FPC et éducation ; relations avec d'autres partenaires dans la chaîne de la construction / planification ; structure des bureaux d'architecture (petits bureaux, petits projets) ; l'indépendance vis-à-vis des fabricants de logiciels et recherche scientifique.



ARCHITECTURE RESPONSABLE

Coordinatrice : Sara Van Rompaey

DIRECTIVE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS (EPBD) (CONSULTATION)

Judit Kimpian

L'EPBD a créé un cadre positif pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et à développer des outils utiles pour réduire la consommation énergétique des bâtiments, dans un climat économique difficile. Elle a contribué à améliorer la performance des nouveaux bâtiments. Cependant, elle a également eu des conséquences imprévues importantes car elle ne réglemente pas la performance réelle des bâtiments, la collecte d'information sur la consommation énergétique opérationnelle et la qualité de l'environnement intérieur.

Le CAE soutient que l'architecture a une influence majeure sur la perception du confort et la productivité des occupants ainsi sur la quantité d'énergie utilisée pour parvenir à ces niveaux de confort / de productivité. La relation d'un bâtiment à son site et à ses utilisateurs ainsi que sa configuration spatiale et matérielle ont autant d'impact sur la consommation d'énergie que la performance de ses systèmes mécaniques. Le CAE invite la Commission à reconnaître, dans l'EPBD, l'importance des déterminants architecturaux des bâtiments économes en énergie ainsi que des études de conception qui offrent des solutions d'économie d'énergie rentables à long terme.

Le CAE pense qu'un "écart de performance" persiste entre le potentiel de la législation sur le papier et la réalité sur le terrain. L'objectif de l'EPBD de maximiser en premier le potentiel passif d'un bâtiment n'est pas soutenu par la façon dont la consommation énergétique d'un bâtiment est calculée, et la façon dont on la compare dans la phase de conception et celle de l'exploitation. Dans la pratique, la qualité de la construction, la mise en service et l'entretien du bâtiment font peser un risque très élevé sur la performance opérationnelle des bâtiments.

En ce qui concerne les "nZEB" (bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle), le CAE estime que l'absence de définition claire et d'objectif intermédiaire crée une incertitude réglementaire pour le secteur, retardant ainsi les investissements nécessaires dans les technologies, les processus et la formation. Plus de clarté et de conseils sur les définitions et les conditions des nZEB sont donc nécessaires, ainsi que des critères spécifiques et une reconnaissance du manque de compétences nécessaires pour réaliser de tels bâtiments.

ATELIER ARCHITECTURE RESPONSABLE DURANT LA SEMAINE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE DURABLE WORKSHOP

Le 17 juin 2015, les Groupes de travail 'Environnement & Architecture durable' et 'Questions urbaines' se sont réunis (ainsi que les personnes impliquées dans les projets financés par l'UE et dans l'initiative sur le changement climatique) pour discuter des principales questions inscrites à l'agenda politique de la Commission : élaboration d'un cadre d'indicateurs pour l'évaluation de la performance environnementale des bâtiments ; Stratégie Union de l'Energie, révision des directives Efficacité énergétique (EED) et Performance Énergétique des



TVERRFJELLYTTA –
NORVEGIAN WILD REINDEER
CENTRE PAVILLON
Hjerkin, Dovre, Norvège

Architecte :
Snohetta
Photo: Ketil Jacobsen

Bâtiments (EPBD) ; consultation sur l'économie circulaire. Les participants ont également participé à un atelier sur les obstacles non-techniques à la rénovation, dans le cadre du projet INSPIRE.

Dans le domaine des Questions Urbaines, le groupe de travail a examiné les derniers développements autour de l'Agenda Urbain de l'UE, qui sera une priorité de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'UE au premier semestre 2016. Le groupe a également développé des positions politiques soutenant le Manifeste du CAE sur le rôle des architectes dans la construction efficace sur le plan énergétique et dans la régénération urbaine et la rénovation du parc immobilier. Ils ont également discuté de l'initiative du CAE sur le changement climatique et de la table ronde prévue pour le sommet COP21.

ARCHITECTES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nicholas Galabov

Selon la Commission européenne, les bâtiments sont responsables de 40 % de la consommation énergétique et de 36 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE. Elle estime que 35 % des bâtiments ont plus de 50 ans et que 75 % sont inefficaces d'un point de vue énergétique. En améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments, elle estime que la consommation énergétique totale de l'UE pourrait être réduite de 5-6 % et les émissions de gaz à effet de serre d'environ 5%. En outre, il est maintenant largement reconnu que le secteur de la construction est un grand consommateur de ressources naturelles (eau, bois, sable). Par conséquent, les bâtiments offrent un grand potentiel inexploité pour la lutte contre le changement climatique. Ils peuvent jouer un rôle important dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation de l'environnement bâti à ses effets – ce qui est essentiel pour améliorer la résilience de nos sociétés.

Début 2015, le Bureau exécutif du CAE a décidé de démarrer une initiative pour souligner le rôle de l'architecte face aux défis posés par le changement climatique, à la fois dans l'atténuation et l'adaptation. Elle soulignera les solutions que l'architecture peut apporter à l'échelle du bâtiment et de la ville et fera la promotion du rôle holistique de l'architecte dans les différents domaines d'intervention (conception du bâtiment, rénovation, planification urbaine, etc.) et tout au long du cycle de vie des bâtiments.

En 2015, le CAE a répondu à une consultation du Comité Européen de Normalisation (CEN) sur le développement de normes en matière



d'adaptation au changement climatique dans le secteur des bâtiments et de la construction, ainsi qu'à une consultation de la Commission sur l'économie circulaire.

L'initiative a abouti à l'organisation d'une Conférence internationale sur le thème "Architecture, le climat de l'avenir", le jour d'ouverture du Sommet COP 21 à Paris, et à la publication d'un Manifeste sur l'Architecture Responsable.

En 2016, le CAE explorera les moyens de mieux connecter l'initiative aux projets financés par l'UE et examinera les actions politiques et les communications possibles (vidéo, brochure).

DIRECTIVE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (EED)

Judit Kimpian

En novembre, la Commission européenne a lancé une consultation publique sur la révision de l'EED, prévue pour la seconde moitié de 2016. Elle se focalisera sur les Articles 1, 3, 6, 7, 9-11, 20 et 24 de la Directive. La Commission a appelé dans sa stratégie pour une Union de l'Energie (février 2015) les Etats membres à traiter l'efficacité énergétique comme une source d'énergie à part entière. Le Conseil européen a approuvé l'objectif d'économiser au moins 27% de l'énergie d'ici à 2030 et a demandé à la Commission de revoir cet objectif d'ici 2020 avec en tête un objectif de 30 %. Le cadre politique existant doit donc être mis à jour pour refléter le nouvel objectif efficacité énergétique de l'UE et pour l'aligner avec le cadre 2030 pour le climat et l'énergie. Le Groupe de travail ESA-UI préparera la réponse du CAE à cette consultation.

RÉPONSE À L'ENQUÊTE DU GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS SUR L'AGENDA URBAIN DE L'UE

En juillet 2015, le CAE a répondu à l'enquête du gouvernement néerlandais visant à identifier les thèmes de l'Agenda Urbain de l'UE (une des priorités de la présidence néerlandaise au premier semestre 2016). L'agenda urbain vise à mieux coordonner les politiques de l'UE pour refléter les besoins des villes et pour impliquer plus directement les villes dans les politiques de l'UE. Le CAE a proposé les thèmes suivants : 1) Nouvelles stratégies et nouveaux outils pour le développement urbain intégré ; 2) l'efficacité énergétique à l'échelle urbaine ; 3) les villes comme centres d'innovation et d'entrepreneuriat ; 4) amélioration de la mobilité urbaine ; 5) patrimoine culturel ; 6) innovation sociale pour repenser les communautés urbaines.

RÉPONSE À LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

En août, le CAE a répondu à une consultation publique de la Commission sur l'économie circulaire. Le CAE a rappelé le rôle clé de l'architecture dans l'économie des ressources naturelles et des matières premières dans le secteur de la construction et a souligné l'importance de la recyclabilité des produits de construction.

CADRE D'INDICATEURS POUR L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DES BÂTIMENTS

Judit Kimpian

Suite à la Communication de 2014 sur les opportunités d'efficacité des ressources dans le secteur du bâtiment, la Commission européenne (DG ENV) a mis en place un Comité Directeur pour superviser le développement d'un cadre d'indicateurs clés pour l'évaluation de la performance environnementale des bâtiments. Judit Kimpian, qui représente le CAE dans ce Comité, a contribué au document de travail du Centre Commun de Recherche de l'UE "Identifier les macro-objectifs pour l'efficacité des ressources des bâtiments de l'UE". Une consultation publique est attendue en 2016 ; livraison finale : juin 2017.

WORLD GREEN BUILDING COUNCIL – EUROPE LEADERSHIP AWARDS

Le CAE a de nouveau été partenaire du Prix Europe Leadership organisé par le WGBC Europe, qui vise à promouvoir le leadership en matière de durabilité et inspirer de meilleures pratiques dans les projets de construction, les pratiques commerciales et les politiques publiques. Le CAE était représenté dans le jury par Nicholas Galabov, Dr. Judit Kimpian et Dr. Veronika Schröpfer. Les vainqueurs sont à découvrir sur le site du CAE.



PROJETS FINANCÉS PAR L'UE

Project Officer, Dr. Veronika Schröpfer

En 2015, le CAE a participé à cinq projets financés par l'Union européenne. Le travail continue pour trois projets (7+ Programme cadre – FP7) : LEEMA, iNSPiRe et A2PBEER et le projet ERSAMUS+, en coopération avec l'Association Européenne pour l'Enseignement de l'Architecture (AEEA). Un nouveau projet Horizon 2020, intitulé PROF/TRAC dédié à la Formation professionnelle continue en matière de bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle, a débuté en 2015.

Tous ces projets sont en rapport avec le secteur de la construction et concernent des questions relatives à la durabilité, l'efficacité énergétique et la rénovation des bâtiments, notamment : le développement de matériaux innovants, la FPC, la formation et un meilleur enseignement de l'architecture. A travers ces projets, le CAE cherche à promouvoir le rôle de l'architecte dans la construction durable et la rénovation énergétique. Trois de ces projets ont présenté leurs résultats lors du premier *Energy Day du CAE*, dans le cadre de la semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW), à savoir des matériaux et technologies innovants qu'ils développent.

LEEMA

(janvier 2012 - décembre 2015)

www.leema.eu



LEEMA s'est terminé à la fin de cette année et a développé avec succès cinq nouveaux matériaux isolants inorganiques ainsi que des matériaux de maçonnerie isolants pouvant être utilisés pour la construction de bâtiments neufs ou pour des rénovations. Les matériaux développés auront une consommation énergétique beaucoup plus faible (de 70 à 90%) et un coût unitaire moindre (25 à 30%) comparé aux matériaux isolants couramment utilisés. Les matériaux isolants et de maçonnerie sont basés sur des résidus minéraux et sont utilisés dans le développement de produits comme des panneaux de fibres, des panneaux de fibrociment ou des briques d'isolation. Les nouveaux produits sont appelés "3i" car ils sont inorganiques, isolants et incombustibles. Ils ont des propriétés compétitives et une empreinte carbone considérablement réduite par rapport à leurs équivalents sur le marché.

iNSPiRe

(octobre 2012 - septembre 2016)

www.inspirefp7.eu



iNSPiRe aborde le problème de la haute consommation énergétique en développant six différents kits systémiques de rénovation applicables aux bâtiments résidentiels et tertiaires permettant aux occupants de rester à l'intérieur du bâtiment lors de la rénovation. L'objectif est de réduire la consommation d'énergie primaire d'un bâtiment à 50 kWh/m²/an. Le caractère novateur des kits est qu'ils intègrent les différents composants de rénovation dans des enveloppes isolées et préfabriquées. Ces composants comprennent des systèmes HVAC, des systèmes d'éclairage et d'ombrage, les tuyauteries et les conduits et des systèmes de production d'énergie. Le bâtiment de démonstration à Madrid a été un point culminant en 2015 : il a été équipé et ouvert au public durant la Semaine de l'Architecture en octobre et sera à l'avenir ouvert aux étudiants. En outre, le CAE a organisé un atelier très

productif à Bruxelles au mois de juin, avec les membres du domaine thématique 3 sur les obstacles non-techniques et sur la perception des architectes des kits de rénovation. La discussion a directement influencé le futur développement et l'introduction des kits sur le marché. La rénovation du bâtiment de démonstration à Ludwigsburg est sur le point de s'achever et il sera présenté à la Chambre locale d'architecture durant la journée de l'architecture en juin 2016.

A2PBEER

(octobre 2013 - septembre 2017)

www.a2pbeer.eu



A2PBEER a pour objectif de développer une méthodologie systémique pour la rénovation éco-énergétique des bâtiments publics et de tirer profit de synergies d'intervention au niveau du quartier. La méthodologie A2PBEER inclut des solutions déjà disponibles et des solutions plus innovantes du projet, comme une "rénovation haute performance de l'enveloppe" basée sur une rénovation de façade externe et interne super-isolée, des fenêtres et des systèmes d'éclairage intelligents combinant des LED et la lumière naturelle, ainsi que la "double substation thermique intelligente" (*"Smart Dual Thermal Substation"*), une nouvelle approche du chauffage urbain. Un "kit-concept" sera utilisé pour le développement de nouvelles solutions afin de déployer des solutions adaptables à des prix abordables. Le CAE a publié, avec LIT, un article sur le projet A2PBEER dans l'édition du mois d'avril du magazine *Design and Build Review*. Le lancement de la vidéo du projet a été un temps fort de l'année 2015.

PROF/TRAC

(mars 2015 - février 2018)

www.profrac.eu



PROF / TRAC

Ce nouveau projet Horizon 2020 a débuté en mars. Il vise à développer et maintenir une plateforme ouverte d'éducation pour le développement professionnel continu. Cette plateforme s'adresse aux experts techniques, aux architectes, aux ingénieurs et aux gestionnaires impliqués dans la conception et la construction "nZEB" (bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle). En particulier, la collaboration entre ces professions est nécessaire pour développer une compréhension mutuelle des disciplines de chacun et pour combiner les compétences nécessaires à la construction nZEB et à la modernisation de la qualité et de l'efficacité énergétique. Le système de qualification européen développé fera partie d'un processus d'apprentissage pour la formation continue et l'amélioration des compétences des professionnels. La première étape est la cartographie des compétences et qualifications existantes au sein de l'UE et la comparaison avec les compétences nécessaires pour les nZEB. Ceci sera ensuite comparé aux qualifications existantes, aux programmes d'éducation, et aux structures d'accréditation / de certification et sera également lié aux actions de compétence de BUILD-UP. Les Organisations membres du CAE d'Italie et de Slovénie font partie du consortium ; les Organisations membres irlandaise, croate et tchèque pourront rejoindre le projet dans sa seconde partie.

ERASMUS+

The 'Wicked' project (septembre 2014 - août 2017)

<https://www.facebook.com/pages/ACE-EAAE-Erasmus-project/821358584626291>

Ce projet qui a pour titre *"Faire face à des problèmes épineux : adapter la formation des architectes à la nouvelle situation en Europe"* est organisé autour de trois groupes de réflexion dans les domaines de la profession, du patrimoine et de la durabilité. Deux réunions transnationales sont prévues chaque année, pour chaque groupe de réflexion ainsi que des activités d'apprentissage / enseignement / formation afin de mettre en œuvre directement les nouvelles idées dans les programmes d'étude des architectes. Le CAE est représenté dans chaque Groupe de réflexion. Les premières activités d'apprentissage / enseignement / formation se sont déroulées à Delft, Gênes et Barcelone en avril-mai. Les dernières réunions transnationales ont eu lieu à Hasselt, Oslo et Milan en octobre-novembre.



COMMUNICATIONS

Lionel Dunet

NOUVELLE IDENTITÉ GRAPHIQUE

Suite à la création du nouveau site Internet en 2014, le CAE a continué à mettre à jour son identité graphique en actualisant son logo, ses modèles de documents de travail et en créant de nouveaux pins. Le CAE a adopté un nouveau système "Customer Relationship Management" (CRM) pour améliorer la communication avec sa communauté (communiqué de presse et lettre d'information – CAE Info (externe) et MOIS (interne)).

SITE INTERNET

Le CAE a créé une nouvelle page sur la représentation d'intérêt auprès de l'UE, donnant accès à des informations sur les Députés européens et à une vidéo sur la procédure législative de l'UE, permettant aux Organisations membres de mieux comprendre le processus de prise de décision de l'UE. La page Internationale fournit des informations sur l'accès aux marchés internationaux, le soutien aux entreprises, les programmes de recherche, la législation et les accords. La page événements a été mise à jour pour inclure le séminaire 'Soutenir l'internationalisation des services d'architecture' (Bruxelles) ; 'Internationalisation & Responsabilité (Tallin)' ; 'Architecture, le climat de l'avenir' (Paris). Registre FPC en ligne – Le CAE a enregistré les systèmes de formation continue de BG, CZ, DE, ES, FR, IT et UK qui répondent aux lignes directrices du CAE.

RÉSEAUX SOCIAUX

Le CAE a accru sa présence sur les réseaux sociaux de façon exponentielle. Le Compte Twitter (@Ace_Cae) est devenu un lieu de discussion avec les parties prenantes et le nombre de personnes suivant le compte du CAE a plus que doublé depuis le mois de janvier 2015. La page Facebook du CAE compte près de 3000 'likes' (+30 % comparé à janvier 2015) et le nombre de personnes suivant le compte LinkedIn a également augmenté de 30 %.

PUBLICATIONS / ENQUÊTES

Le logiciel Powermail a été acquis pour créer plus facilement des questionnaires / enquêtes. Il est possible de télécharger l'édition 2014 de l'Etude de secteur sur le site Internet du CAE. Le CAE a poursuivi son analyse de l'impact du contexte financier sur la profession en Europe (cf. Enquête sur les tendances économiques).

STATISTIQUES

Statistiques du site Internet : Chaque mois, le site Internet du CAE reçoit environ 3.200 visites et 97.000 pages sont vues. Les pages les plus consultées sont l'Etude de Secteur, l'enquête sur les tendances économiques et la section "Comment devenir architecte". – Statistique de la lettre d'information : Interne – taux d'ouverture de 32 % ; taux de désinscription : 0,1 % Externe – taux d'ouverture 23 %, taux de désinscription 0,7 %.

PARRAINAGE/MÉCÉNAT/PARTENARIAT

"Architecture d'Aujourd'hui" magazine (diffusion mutuelle, comités d'expert) ;

"Design & Build Review" – quatre articles par an ;

"Conférence GeoBIM" – diffusion mutuelle, participation possible.

AUTRES OBJECTIFS

Charte graphique du CAE, Charte de communication avec les Organisations membres ; améliorations des présentations des politiques ; enquête de satisfaction pour le site Internet ; amélioration des modèles PDF pour les lettres d'information.





ESPACE GIGA ENTERPRISE 1
Liège, Belgique
Architecte :
Gérard-Lemarie & Associés
Photo: Jean-Luc Deru

ALLIANCES STRATÉGIQUES ET RÉSEAUX

Le CAE a développé des relations avec d'autres réseaux de manière à renforcer la voix de la profession dans l'Union européenne.

ORGANISATIONS MEMBRES – Alors que le CAE défend des positions communes auprès de la Commission européenne et des Commissions du Parlement, nous comptons sur les Organisations membres pour les présenter à leurs propres Députés européens, Ministres du Conseil et Coordinateurs nationaux. La Commission peut se réfugier derrière le manque de demande de la part des Etats membres en réponse à nos propositions, il est donc essentiel que les Organisations membres prennent soin de la dimension nationale.

Le CAE valorise ses alliances stratégiques et continue de s'engager avec des réseaux partenaires en vue d'améliorer l'efficacité de son engagement.

ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'ARCHITECTURE (AEEA) – Le CAE a rétabli le Groupe de travail conjoint pour permettre un dialogue avec les représentants des Ecoles d'Architecture. Ceci a jeté les bases d'une proposition conjointe pour le programme de financement Erasmus+ et la création du prix CAE-AEEA-Ion Mincu pour les meilleurs projets de diplôme.

RÉSEAU EUROPÉEN DES AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR LES ARCHITECTES (ENACA) – Le CAE et ENACA ont publié conjointement les résultats de la recherche entreprise pour évaluer les préparatifs à la mise en œuvre de la nouvelle Directive Qualifications Professionnelles, particulièrement en ce qui concerne les modalités des stages. Le CAE travaille également avec ENACA sur les négociations avec CALA (Canada).

FORUM EUROPÉEN DES POLITIQUES

ARCHITECTURALES (FEPA) – Suite à la dissolution du FEPA en janvier 2015, le CAE a suivi les propositions visant à relancer une nouvelle organisation ayant des objectifs similaires, développées lors d'une réunion en marge de la Conférence sur les politiques architecturales organisée sous les auspices de la Présidence luxembourgeoise de l'UE.

UNION INTERNATIONALE DES ARCHITECTES (UIA) – Le Secrétaire Général s'est rendu à la réunion annuelle de la Commission Pratique Professionnelle de l'UIA. Elle développe actuellement des positions sur la sous-traitance, le BIM, le plagiat, le recours aux stagiaires non rémunérés, les services gratuits et la résolution des différends. Le CAE a également organisé avec l'UIA, le CNOA et le CIAF, une table ronde le jour de l'ouverture de la COP21 à Paris.

ORGANISATIONS RÉGIONALES – Le CAE est pleinement engagé dans la mise en place d'un modèle de coopération régionale par le biais d'organisations internationales d'architecture comme le Conseil régional des Architectes d'Asie (ARCASIA), l'Union des Architectes d'Afrique (AUA), la Fédération panaméricaine des Associations d'Architectes (FPPA) et d'autres. Le CAE a développé des contacts avec des organismes professionnels d'inscription au Canada (CALA), aux Etats-Unis (NCARB), en Corée du Sud (KIRA) et avec les îles Caraïbes (groupe CARICOM), en réponse à des invitations à poursuivre le dialogue pour faciliter la mobilité des architectes dans le contexte d'accords commerciaux internationaux.

AUTRES ORGANISMES SECTORIELS : Le CAE continue de travailler étroitement avec les autres organisations pan-européennes du secteur de la construction, comme EFCA, FIEC, EHF et d'autres.

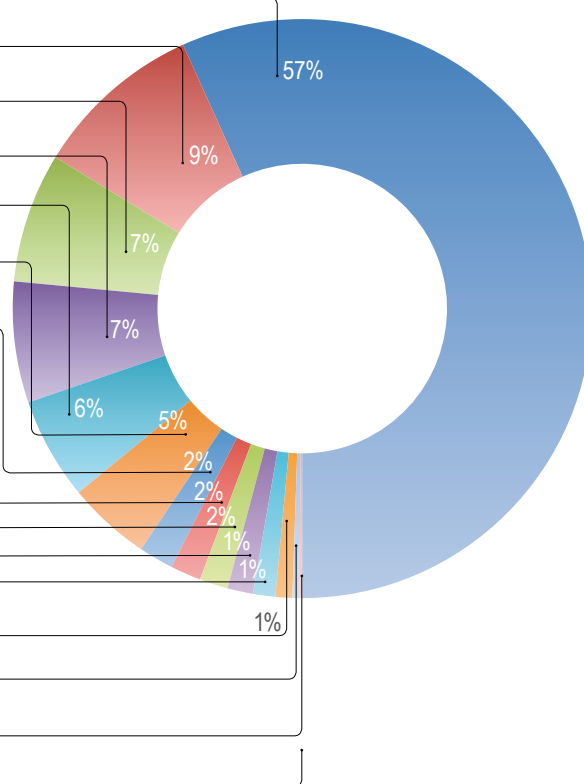


RAPPORT DE LA TRÉSORIÈRE ET RÉSULTATS FINANCIERS POUR 2015

Trésorière Paula Huotelin

DEPENSES

Frais de personnel	€ 419.593
Dépenses du Bureau exécutif	€ 70.144
Projets	€ 53.642
Dépenses liées aux réunions	€ 49.929
Locaux	€ 42.191
Professional Honoraires professionnels	€ 34.366
Autres coûts opérationnels	€ 14.354
Amortissements	€ 12.620
Communications	€ 11.765
Dépenses liées aux véhicules moteurs	€ 10.555
Fournitures de bureau et services	€ 9.214
Assurance	€ 6.919
Entretien	€ 2.870
Dépenses financières	€ 1.109
Transfert vers le fond de réserve	€ 674



DEPENSES TOTALES

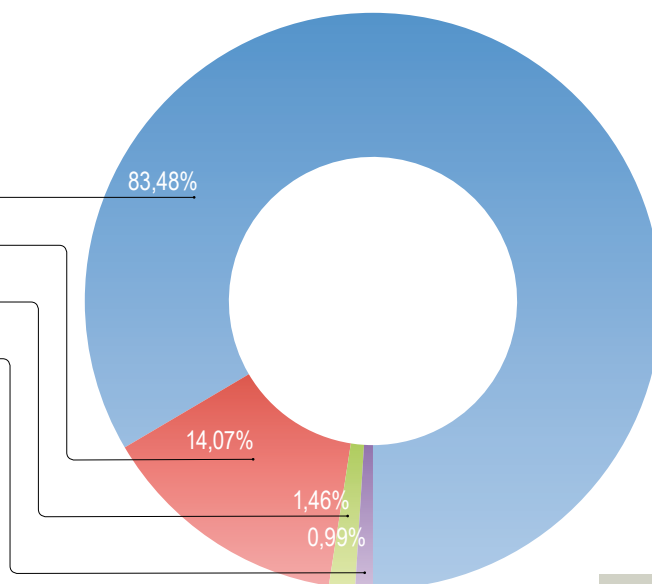
€ 739.945

REVENUS

Activités	€ 617.716
Contribution des membres	€ 104.091
Dépenses récupérées	€ 10.830
Revenus financiers	€ 7.308

REVENUS TOTAUX

€ 739.945



CONTEXTE POLITIQUE ET PRIORITES POUR 2016

Les **Pays-Bas**, la **Slovaquie** et **Malte** auront la Présidence du Conseil Européen au cours des trois prochains semestres (Trio de Présidence). L'agenda stratégique, adopté par le Conseil européen en juin 2014, constitue la pierre angulaire du programme du Trio, guidé par :

- Une Union pour l'emploi, la croissance et la compétitivité
- Une Union qui donne aux citoyens les moyens de réaliser leurs aspirations et assure leur protection
- Une Union de l'Energie, prenant en compte le changement climatique
- Une Union de liberté, de sécurité et de justice
- Une Union acteur mondial de premier plan

Emplois, croissance et protection des citoyens

Pour assurer une croissance économique durable et la création d'emplois, l'UE devra approfondir le marché unique (en particulier pour les services et l'agenda numérique). Des mesures seront prises pour aider les PME à prospérer. L'UE s'efforcera de rétablir les niveaux d'investissements (notamment dans la recherche). Pour améliorer la compétitivité industrielle, des progrès rapides sont nécessaires dans les accords commerciaux, y compris le TTIP. Il y aura également un suivi de la Convention des Nations-Unies sur les changements climatiques (COP21) afin de réduire les émissions.

PRÉSIDENCE NÉERLANDAISE

En plus des sujets essentiels (prospérité, liberté, sécurité) et des relations avec les citoyens (y compris les organisations de la société civile), la Présidence néerlandaise se concentrera sur la création de nouveaux emplois et la promotion d'une économie innovante. Son programme de travail sur la compétitivité cherchera à éliminer les obstacles pour les entreprises ayant des activités dans d'autres Etats membres ; conclure des accords commerciaux ; protéger les travailleurs de l'exploitation et la concurrence déloyale.

Les priorités relatives au Marché intérieur et à l'industrie seront : la poursuite de l'examen de la Stratégie pour le Marché unique (biens/services) ; la compétitivité dans tous les domaines politiques de l'UE ; la mise en œuvre du programme pour une meilleure réglementation ; la stratégie pour le Marché unique du numérique ; le soutien aux PME.

PROGRAMME DU PRÉSIDENT

Le programme du Président comprend : une collaboration renforcée avec les institutions européennes ; plaider les intérêts des architectes dans les Directives européennes ; fournir une aide politique aux Organisations membres lorsque nécessaire ; collaborer avec les écoles d'architecture, les autres professions et les organisations régionales ; soutenir la mobilité professionnelle en réponse aux défis de la mondialisation ; améliorer notre image, nos communications et le partage des connaissances ; rationaliser nos ressources et développer la responsabilité éthique des architectes pour contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique.

OBJECTIFS POUR LES DIFFERENTS DOMAINES D'ACTIVITES DU CAE EN 2016

En 2016, le CAE se concentrera sur les priorités suivantes :
Priorité stratégique n°1 – Promouvoir les plus hauts standards professionnels

- **Education, formation et développement** – Promouvoir une plus grande convergence des normes ; élaborer des approches communes pour les stages ; l'apprentissage continu ; l'accréditation ; préparer la révision de la Directive Qualifications prévue en 2017, de façon à optimiser la mobilité intracommunautaire ;
- **Réglementation** – Surveiller la réglementation et son impact sur la profession ; répondre à la Stratégie sur le Marché Unique ;
- **Ethique & responsabilité** – Mettre à jour et promulguer le Code de Déontologie du CAE dans le cadre du programme de convergence volontaire de l'UE (cf. Directive SIM).

Priorité stratégique n° 2 – Optimiser la mobilité professionnelle

- **Mondialisation** – Veiller à aligner les normes européennes et internationales : conclure un ARM avec CALA (Canada) et faire avancer les négociations avec KIRA (Corée du Sud) et NCARB (USA) pour assurer une reconnaissance des qualifications des architectes de l'UE dans les pays tiers ;
- **Exercice** – Aider les prestataires de services transfrontaliers en développant le travail sur : l'assurance responsabilité professionnelle ; les missions et les contrats ; promouvoir des procédures de sélection basées sur la qualité et les concours d'architecture dans les marchés publics ; plaider pour un droit de plainte pour les organisations professionnelles dans le cadre de la Directive Recours ;
- **Entrepreneuriat** – Améliorer la compétitivité mondiale des Architectes européens ; s'engager dans les programmes de la Commission européenne portant sur l'acquisition de compétences dans les affaires et l'entrepreneuriat ; développer l'aide à l'exportation.

Priorité stratégique n° 3 – Promouvoir une architecture responsable

- **Responsabilité** – Répondre à la consultation sur la Directive Efficacité Énergétique ; suivre la révision de la Directive Performance Énergétique des Bâtiments ; développer le rôle de l'architecte dans la rénovation et dans la réduction de la consommation énergétique ; contribuer à la réalisation des objectifs COP21 ;
- **Valeur** – Faire reconnaître la valeur de la conception vis-à-vis du cycle de vie du projet comme un investissement intelligent ; examiner l'impact de l'architecture sur la qualité de vie ;
- **Recherche & Innovation** – Poursuivre les projets européens ; développer la position du CAE sur les nouvelles technologies notamment sur la modélisation des données du bâtiment (BIM).

SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU

EDUCATION, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Programme de collaboration avec les Ecoles

Collaborer avec les écoles d'architecture pour préparer une transition en douceur vers l'exercice professionnel. Continuer le travail du projet ERASMUS+ (Faire face à des problèmes épineux : adapter la formation des architectes à la nouvelle situation en Europe). Collaborer avec l'AEAA pour développer le Prix CAE-AEAA-Ion Mincu pour les meilleurs projets de diplôme.

Directive Qualifications Professionnelles (Stage, Formation continue)

Soutenir le développement des stages pour améliorer les possibilités de mobilité internationale et augmenter les opportunités pour les jeunes architectes ; conclure le travail sur l'Accréditation et la notification.

Reconnaître l'importance de la Formation continue et le rôle de la profession pour fournir des FPC pour s'assurer que les compétences des architectes restent à jour, en particulier dans le domaine de l'efficacité énergétique ; surveiller la réponse à l'Article 22 (FPC) de la Directive Qualifications ; promouvoir le développement de systèmes nationaux pour les inclure dans le Registre de FPC du CAE ; développer la reconnaissance mutuelle avec ARCASIA, AUA,

FPPA ; préparer la prochaine révision quinquennale de la Directive Qualifications Professionnelles (2017).

PLAIDER POUR UN ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE

Questions réglementaires

Répondre à la Stratégie pour le Marché Unique ; promouvoir les initiatives de l'Union européenne visant à aider les PME et les jeunes entreprises à se développer ; surveiller les actions visant à améliorer l'accès et l'exercice des professions réglementées, à la fois dans la Stratégie pour le Marché Unique et dans l'exercice de révision par les pairs ; résister à l'érosion des normes d'accès / effets négatifs de la déréglementation ; clarifier les différences / chevauchements entre les propositions du Passeport Services (SMS) et la Carte Professionnelle Européenne (PQD).

Surveiller les développements relatifs à l'Art. 59 – Transparence dans la révision de la Directive Qualifications (Plans d'Action Nationaux) et réagir à l'évaluation de la Directive SIM (Art. 15 et Art. 23) compte tenu de l'impact dé-réglementaire de ces deux articles. Surveiller l'évaluation du bilan de qualité ("Fitness Checks") découlant de la Stratégie Construction 2020 (cf. Programme REFIT) et entreprendre des recherches pour démontrer la valeur économique de la profession.

Développer la compréhension des principes réglementaires clés qui peuvent être utilisés pour défendre l'avenir de l'architecte ; résister aux pressions dé-réglementaires des évaluations des directives PQD et SIM ; revisiter la Résolution du Conseil sur l'Architecture pour faire en sorte que la valeur économique, sociale et publique de l'architecture soit reconnue ; utiliser les éléments positifs des directives européennes pour soutenir la mobilité intracommunautaire et faciliter la prestation des services transfrontaliers ; surveiller le développement des normes européennes volontaires dans le domaine des services.

ETHIQUE & CONFIANCE

Promouvoir le Code de Déontologie du CAE qui définit des normes pour la profession et protège le consommateur. .

OPTIMISER LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA MONDIALISATION

Directive Qualifications Professionnelles – Révision 2017

Se préparer pour la prochaine révision quinquennale de la Directive Qualifications Professionnelles afin de mieux aligner les normes européennes et internationales de formation (5+2).

Programme International

Négociation d'Accords de Reconnaissance mutuelle pour permettre un accès réciproque aux marchés clés ; conclure l'ARM avec CALA (Canada) ; continuer le dialogue avec NCARB (USA) ; suivre l'ARM avec KIRA (Corée du Sud) pour adoption en juillet 2017 ; réfléchir avec la DG GROW à la façon d'aider nos membres (en particulier les PME) à être plus compétitifs au niveau mondial ; développer l'interaction avec les organismes régionaux et mondiaux.

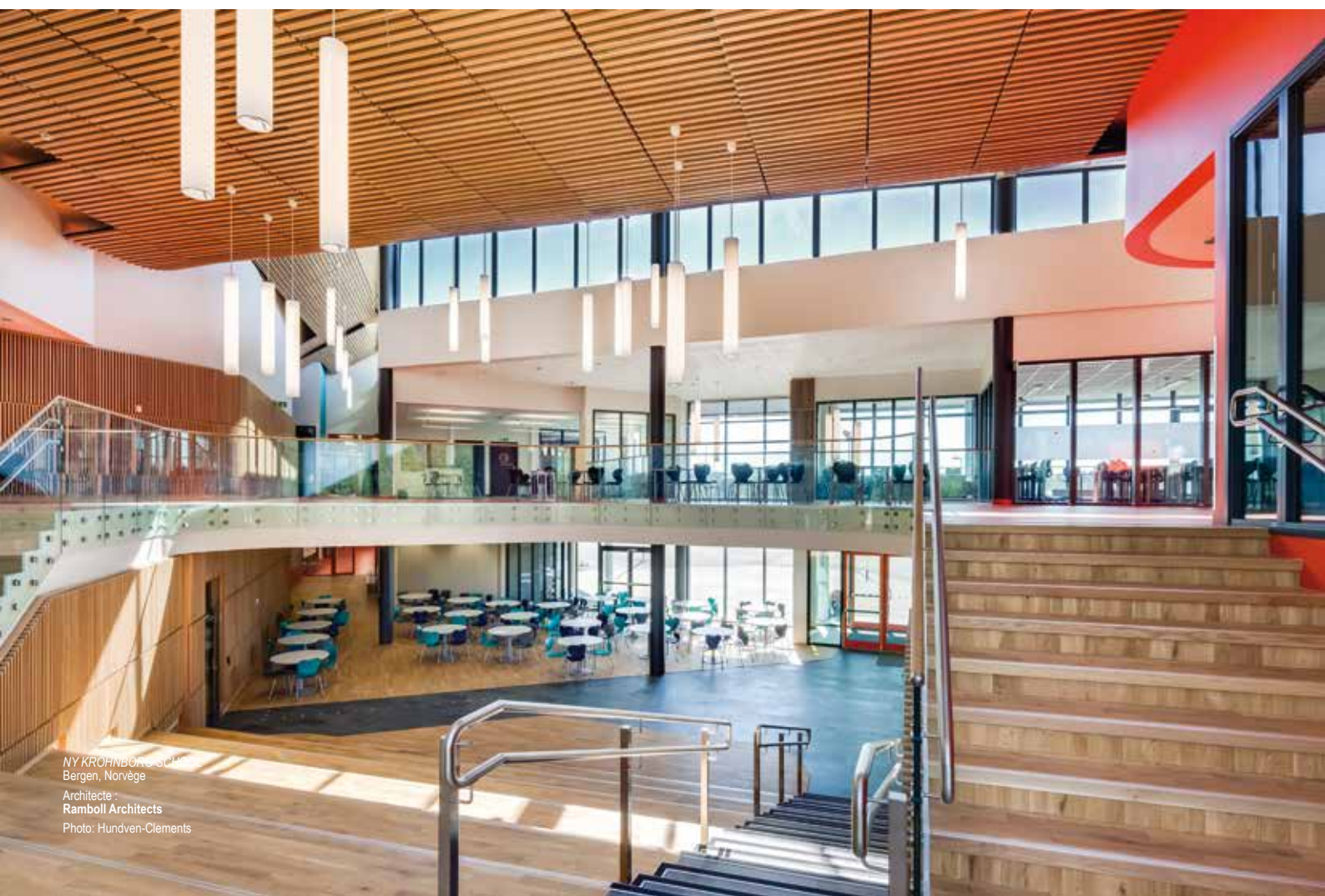
DÉVELOPPER LES RESSOURCES POUR AIDER LA PRATIQUE DE L'ARCHITECTURE DANS L'UE

Missions et services, Responsabilité & assurance

Adopter les positions politiques sur les honoraires et les assurances ; travailler avec la Commission à des solutions aux problèmes d'assurance pour le travail transfrontalier ; surveiller l'enquête de la Commission sur les permis de construire dans les Etats membres et participer à des entretiens ; éventuellement développer une forme de modèle de contrat pour le travail transfrontalier.

Marché publics et Concours d'architecture

Promouvoir les Recommandations du CAE de manière à aider les Organisations membres à représenter leurs intérêts au niveau national ; promouvoir une sélection basée sur la qualité et encourager les Organisations membres à utiliser les options qui excluent le coût



comme seul critère d'attribution pour les services d'architecture ; faire pression pour un meilleur accès aux contrats publics pour les jeunes architectes et les petits bureaux d'architecture ; recueillir les exemples de mauvaise utilisation des critères de sélection, les meilleures pratiques dans le choix des procédures et des contrats inférieurs aux seuils.

Envisager des initiatives visant à développer les compétences des personnes instruisant les commandes publiques et encourager des procédures de décisions basées sur une expertise ; plaider pour un droit de plainte pour les organismes professionnels dans le cadre de la Directive Recours.

Recommander au niveau national les procédures de passation de marchés qui privilégient les concours d'architecture et les procédures concurrentielles négociées ; mettre à jour le glossaire Concours d'architecture / Marchés publics ; développer des recommandations plus détaillées pour les concours d'architecture ; recueillir des arguments en faveur des concours d'architecture et de bonnes pratiques dans l'application des principes de base (transparence, non discrimination, proportionnalité).

ENTREPRENEURIAT

Promouvoir des stratégies collaborative en matière d'innovation pour permettre de nouveaux modèles commerciaux ; augmenter la capacité du secteur de la construction par la collaboration et une responsabilité partagée ; faire connaître les sources d'information de l'Union européenne concernant l'exportation des services d'architecture.

PROMOUVOIR UNE ARCHITECTURE RESPONSABLE

RESPONSABILITÉ

Environnement et Architecture durable, Questions urbaines

Soutenir le travail de représentation d'intérêt des Organisations membres au cours de l'examen de la Directive Performance Énergétique des Bâtiments et de la Directive Efficacité Énergétique ; reconnaître la responsabilité des architectes pour aider l'UE à atteindre ses objectifs en matière de réduction de la consommation énergétique des bâtiments et pour la rénovation des bâtiments existants ; promouvoir les incitations à la réhabilitation de façon à réduire la précarité énergétique.

Initiative Architectes contre le Changement Climatique

Mettre en place un Groupe pour examiner comment les Organisations membres peuvent répondre au mieux au changement climatique et en atténuer ses pires effets (cf. Cadre 2030 pour les politiques climatiques et énergétiques).

VALEUR DE LA CONCEPTION

Travailler à la reconnaissance de la valeur de la conception et sa pertinence dans le cycle de vie du projet, comme un investissement intelligent.

Travailler à la reconnaissance du rôle joué par l'architecte dans la conception de l'environnement bâti pour un futur durable.

Démontrer l'impact de l'architecture sur la qualité de vie.

RECHERCHE & INNOVATION

Recherche & Innovation (Projets financés par l'UE)

Reconnaître l'importance de la recherche et de l'innovation ; développer des connaissances basées sur des études de cas, des preuves, des performances ; encourager la diversité et renforcer la compétitivité par la promotion de l'innovation.

Maintenir le Panel Recherche & Innovation pour évaluer les demandes de participation aux projets financés par l'UE, conseiller sur les projets

en cours ; diffuser les résultats des projets et fournir le contenu d'une plateforme européenne de FPC ; informer sur les opportunités pour les architectes et les Organisations membres.

Modélisation des Informations sur le bâtiment (BIM)

Développer la réflexion du CAE sur le BIM ; s'accorder sur la définition du BIM ; explorer l'impact du BIM sur la qualité de la conception ; envisager la normalisation et l'échange de données en relation avec le BIM ; considérer les problèmes de droits d'auteurs, de contrats, d'honoraire, de missions et services et des produits à livrer ; la responsabilité et l'assurance ; BIM et les marchés publics ; le contrôle sur les services intellectuels ; la FPC et la formation ; les relations avec les autres partenaires ; la structure des bureaux ; l'indépendance vis-à-vis des fabricants de logiciel ; la recherche scientifique ; suivre l'élaboration d'une norme CEN.

COMMUNICATIONS

Suite au lancement du nouveau site Internet en 2014, le CAE continuera de consolider son identité graphique. Il fera un plus grand usage de son système *Customer Relationship Management* (CRM) de manière à améliorer les échanges avec sa communauté. Les nouveaux modèles de mise en page pour les communiqués de presse et lettres d'information sont mis en place et l'acquisition du programme Powermail facilitera la création et le partage de questionnaires et d'enquêtes.

La page sur la représentation d'intérêts, la page "International" et la page dédiée aux événements sont de nouvelles fonctionnalités du site – elles seront développées. Le registre de FPC du CAE a déjà attiré sept systèmes nationaux, nombre qui devrait augmenter en 2016.

Le CAE a vu augmenter ses contacts au travers des réseaux sociaux l'an dernier, en doublant le nombre d'utilisateurs Twitter et en réalisant une augmentation de 30 % du nombre de participants sur Facebook et LinkedIn.

Statistiques – Nous suivrons le nombre des visites mensuelles sur le site, le nombre de pages visitées, les pages les plus consultées, les taux d'ouverture des lettres d'information internes/externes, ainsi que le nombre de désabonnement.

Nous avons des partenariats avec quelques magazines – diffusion mutuelle, rédaction d'articles.

En 2016, nous développerons une Charte graphique, une Charte pour les Organisations membres, développerons une enquête de satisfaction du site Internet et améliorerons les modèles PDF de la lettre d'information.



GOVERNANCE DU CAE

Le Conseil des Architectes d'Europe est une association internationale sans but lucratif. Elle est composée d'une Assemblée générale, d'un Bureau exécutif et d'un Secrétariat permanent basé à Bruxelles.

L'Assemblée générale est composée de délégués de toutes les Organisations membres. Elle constitue l'organe souverain et se réunit deux fois par an pour adopter les politiques et le budget du CAE.

La fonction du Bureau exécutif consiste à exécuter les politiques formulées par l'Assemblée générale et garantir la bonne administration du CAE. Il est composé de 11 membres.

La principale fonction du Secrétariat consiste à soutenir la structure de gouvernance du CAE et à être l'interlocuteur permanent des Institutions européennes pour la représentation des intérêts du CAE.

BUREAU EXÉCUTIF DU CAE EN 2015

Luciano Lazzari



Italie
Président

Wolfgang Haack



Allemagne
Vice-Président, Coordinateur
Accès à la Profession
& Mobilité Professionnelle

Georg Pendl



Autriche
Coordinateur
Exercice & Commerce
des Services

Sara Van Rompaey



Belgique
Coordinatrice
Architecture responsable

Paula Huotelin



Finlande
Trésorière

Dubravko Bacic



Croatie
Ecoles

Lionel Dunet



France
Communications

Lars Nore



Norvège
Building Information
Modelling (BIM)

Eugen Panescu



Roumanie
Questions Urbaines

Nicholas Galabov



Bulgarie
Changement
Climatique

Pierre-Henri Schmutz



Suisse
Mobilité Professionnelle

PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DU CAE

Ian Pritchard



Secrétaire Général

Caroline André



Head of Administration

Gerardo
Ambrosecchia



Communications
& Administration Officer

Pierre Obajtek



Policy Officer

Veronika Schröpfer



EU Projects Officer



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES

ALLEMAGNE	Bundesarchitektenkammer BAK Bund Deutscher Architekten BDA Bund Deutscher Baumeister Architekten und Ingenieure BDB Vereinigung Freischaffender Architekten VFA
AUTRICHE	Bundeskammer der Architekten und Ingenieurkonsulenten BAIK
BELGIQUE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique FAB
BULGARIE	Chamber of Architects in Bulgaria CAB Union of Architects in Bulgaria UAB
CHYPRE	Cyprus Architects Association CAA
CROATIE	Croatian Chamber of Architects CCA
DANEMARK	Danish Association of Architects AA Danish Association of Architectural Firms DA
ESPAGNE	Consejo Superior de los Colegios de Arquitectos de España CSCAE
ESTONIE	The Union of Estonian Architects UEA
FINLANDE	Finnish Association of Architects SAFA
FRANCE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Syndicat d'Architecture SA Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes UNSFA
GRÈCE	Association des Architectes Diplômés SADAS-PEA Chambre Technique de Grèce CTG
HONGRIE	Chamber of Hungarian Architects MEK
IRLANDE	Royal Institute of the Architects of Ireland RIAI
ITALIE	Consiglio Nazionale degli Architetti, Pianificatori, Paesaggisti e Conservatori CNAPPC
LETTONIE	The Latvia Association of Architects LAA
LITUANIE	Architects Association of Lithuania AAL
LUXEMBOURG	Ordre des Architectes et des Ingénieurs Conseils du Grand-Duché de Luxembourg OAI
MALTE	Kamra tal-Periti KTP
NORVÈGE	Association of Consulting Architects in Norway ACA Norske Arkitekters Landforbund NAL
PAYS-BAS	Bond van Nederlandse Architecten BNA Bureau Architectenregister BA
POLOGNE	Association of Polish Architects SARP (à partir de 2016)
PORTUGAL	Ordem Dos Arquitectos OA
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Czech Chamber of Architects CCA
ROUMANIE	Architects' Chamber of Romania OAR
ROYAUME-UNI	Architects' Registration Board ARB Royal Institute of British Architects RIBA
SLOVAQUIE	Slovak Chamber of Architects SKA
SLOVÉNIE	Chamber of Architecture and Spatial Planning of Slovenia ZAPS
SUÈDE	Sveriges Arkitekter SA
SUISSE	Conférence Suisse des Architectes CSA
TURQUIE	Chamber of Architects of Turkey CAT
Membre observateur	
SERBIE	Union of Architects of Serbia UAS